



**PRÉFÈTE
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la Coordination
des Politiques Publiques**

Guichet unique des installations classées
pour la protection de l'environnement (ICPE)

**DÉCISION du 25 novembre 2025
prise en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement
après examen au cas par cas
concernant le projet de modification des conditions d'exploitation
d'un site de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et déchets non
dangereux et de traitement des déchets non dangereux**

**Société NANTET LOCABENNES
Commune de Porte-de-Savoie (commune déléguée de Francin)**

La préfète de la Savoie
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles R. 122-2, R. 122-3 et L. 122-1, en particulier son point IV ;

VU l'arrêté de la ministre de l'Écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 juin 2021 encadrant la société NANTET à exercer une activité de tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux, sur le territoire de la commune de Porte-de-Savoie (Francin).

VU la demande d'examen au cas par cas du 18 avril 2025, complétée les 31 juillet 2025 et 16 octobre 2025, accompagnée d'un dossier de « Porter à connaissance » des modifications des conditions d'exploitation du site établi pour préciser les détails du projet, notifiée au préfet, en application du I de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement, par la société NANTET Locabennes ;

VU les demandes de modifications susvisées portant sur :

- l'augmentation de la capacité de traitement de déchets de plâtres initialement autorisée à 200 tonnes par jour et désormais souhaitée à 400 tonnes par jour. Cette augmentation s'obtient par la réfection de l'unité « Plâtre 1 » (unité actuellement présente) et par la création de l'unité « Plâtre 2 »,
- l'augmentation de certains volumes de déchets non dangereux entreposés (rubriques 2715 et 2716) n'induisant pas de changement de régime, du gypse et des déchets de plâtre entrants

- la diminution de certains volumes de déchets non dangereux entreposés (rubriques 2713 et 2714) n'induisant pas de changement de régime excepté pour la rubrique 2713-1 (passage au régime de la déclaration) et la diminution du stockage de déchets dangereux, de 50 tonnes à 49 tonnes, n'induisant toujours pas de classement au titre de la rubrique 3550,
- la relocalisation de certains tas de déchets sur site (bois, gypse, DIB, DEA, déchets métalliques et plastiques)
- la création d'un espace dédié au réemploi des objets,
- des travaux pour accueillir l'évolution des activités en projet : création d'un nouveau hangar au sud du site accueillant l'unité « Plâtre 2 », création d'une aire d'entreposage du gypse, attenante, d'une capacité de 1200 m³, création d'une aire d'entreposage des briques plâtrières, création d'une alvéole non couverte de stockage des broyats d'une capacité de 1 200 m³

VU l'étude de modélisations de flux thermiques réalisées le 24 octobre 2024 et révisé le 1^{er} juillet 2025 par le bureau d'étude « Néodyme » dans le cadre de la demande de modifications des conditions d'exploitation, telles que présentées dans le dossier de « Porter à connaissance » précité ;

CONSIDÉRANT que le projet consiste à autoriser sur le site de NANTET, implanté sur le territoire de la commune de Porte-de-Savoie, une modification des conditions d'exploitation d'une activité déjà autorisée ;

CONSIDÉRANT qu'en application du II de l'article R.122-2 du code de l'environnement, les modifications ou extensions de projets déjà autorisés, qui font entrer ces derniers, dans leur totalité, dans les seuils éventuels fixés dans le tableau annexé à cet article ou qui atteignent en elles-mêmes ces seuils font l'objet d'une évaluation environnementale ou d'un examen au cas par cas ;

CONSIDÉRANT que l'augmentation de capacité de traitement des déchets de plâtre est supérieure à plus de 1 fois le seuil d'autorisation de la rubrique ICPE concernée et que, par conséquent, ce projet est soumis, au titre de la rubrique 1 de la nomenclature évaluation environnementale de l'annexe à l'article R.122-2, à examen au cas par cas ;

CONSIDÉRANT qu'en application du IV de l'article L.122-1 du code de l'environnement, lorsque le projet relève d'un examen au cas par cas et que le projet consiste en une modification ou une extension d'activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent des autorisations prévues aux articles L.181-1, L.512-7, L.555-1 et L.593-7, le maître d'ouvrage saisit de ce dossier l'autorité mentionnée à l'article L.171-8. Cette autorité détermine si cette modification ou cette extension doit être soumise à évaluation environnementale ;

CONSIDÉRANT que l'autorité mentionnée à l'article L.171-8 du code de l'environnement est le préfet de département ;

CONSIDÉRANT que l'augmentation de la capacité de traitement des déchets de plâtre de 200 t/j à 400 t/j n'induit pas de changement de régime au sens de la nomenclature ICPE et que le seul changement de régime concerne la rubrique 2713-1 (passage du régime de l'enregistrement à la déclaration) ;

CONSIDÉRANT que les évolutions en matière de réorganisation du site permettent de conformer le site aux évolutions réglementaires et notamment l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 et que les conclusions de l'étude des flux thermiques indiquent que ces flux sont contenus dans l'enceinte du site ;

CONSIDÉRANT que le dossier étudie les impacts sur son environnement et qu'il en ressort que les impacts associés aux modifications envisagées sont correctement identifiés et traités le cas échéant par l'exploitant par un ensemble de mesures ;

CONSIDÉRANT que le dossier identifie en particulier les impacts sur les poussières induit par l'augmentation de la capacité de traitement des déchets de plâtre et que :

- les unités de traitement des déchets de plâtre seront équipés d'un filtre en vue d'abattre avant le rejet canalisé,
- les émissions diffuses de poussières seront analysés au moyen de campagne de mesures réalisée par un bureau d'étude spécialisée.

CONSIDÉRANT que le dossier identifie également les impacts sur le trafic routier induit par l'augmentation de la capacité de traitement des déchets de plâtre, notamment :

- l'augmentation de camions entrants sur site restent contenus (+24%),
- la hausse du trafic généré sur les axes proches du site est faible vis-à-vis du trafic actuel (+1%).

CONCLUANT qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par le pétitionnaire, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de modification des conditions d'exploiter de la société NANTET Locabennes sur la commune de porte-de-Savoie (commune déléguée de Francin) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

SUR proposition de monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie,

DÉCIDE

Article 1 : Décision

Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet de modification des conditions d'exploitation du site de tri, transit, regroupement et de traitement de déchets dangereux et non dangereux exploité par la société « NANTET Locabennes » 916 route des Chancelières, 73800 PORTE-DE-SAVOIE, sur le territoire de la commune de Porte-de-Savoie (commune déléguée de Francin), n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement.

Article 2 : Autres obligations


La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Article 3 : Publication

La présente décision est notifiée à la société « NANTET Locabennes » dont le siège social est sis 353 allée de l'artisanat, Petit-Coeur- 73260 La Léchère.

Elle sera publiée sur le site Internet des services de l'État en Savoie.

La préfète
pour la préfète et par délégation
La cheffe du guichet unique ICPE

Céline Ravoux

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Seule la décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VI de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement.

Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

Où adresser votre recours ?

<u>Recours gracieux ou RAPO</u>	<u>Recours contentieux</u>
Madame la préfète de la Savoie Château des Ducs de Savoie Place Caffé BP 1801 73018 CHAMBÉRY CEDEX	Monsieur le président du Tribunal administratif Tribunal Administratif de Grenoble 2 place de Verdun BP 1135 38022 Grenoble Cedex www.telerecours.fr